

Initiatives ministérielles

de si ou de mais qui tiennent. Plaçons les choses dans leur contexte.

• (1700)

Il y a deux ans, lorsque l'inflation était à 5,5 ou à 6 p. 100, M. Crow a décidé que c'était intenable et que lui, le maître de la banque centrale, devait refaire son image aux yeux de tous les amateurs de casinos de la scène internationale, et que pour cela, il combattait l'inflation jusqu'au bout. Nous avons alors vu les taux d'intérêt augmenter en flèche. Le taux de chômage a suivi les taux d'intérêt. Le Conference Board of Canada a alors déclaré que la récession avait été provoquée ici même, au Canada.

Une voix: C'est exact.

M. Rodriguez: On s'en souvient tous. N'est-ce pas, monsieur le Président.

Une voix: Une récession fabriquée par les conservateurs.

M. Rodriguez: Ce gouvernement national avait en mains les leviers de la politique fiscale et monétaire du pays. Pourtant les gens qui alimentent son trésor sont citoyens des provinces et reçoivent leurs services directement des provinces, ces services de santé, d'éducation et d'aide sociale administrés par les provinces. Or, le gouvernement fédéral est intervenu, ce qui a eu pour conséquence, bien sûr, d'envoyer tous ces gens à l'assurance-chômage.

Ensuite, pour tourner le couteau dans la plaie, ce gouvernement a apporté des modifications à la Loi sur l'assurance-chômage avec le projet de loi C-21. Je n'ai pas à rappeler ce projet de loi à beaucoup de députés de cette Chambre. Mon collègue de Timmins—Chapleau, qui est assis à ma droite, a lutté avec acharnement contre cette mesure. Ce projet de loi a transféré le financement de l'assurance-chômage aux employeurs et aux employés. Pour tourner encore plus le couteau dans la plaie, ce gouvernement a soustrait du programme de l'assurance-chômage les fonds destinés à la formation.

Ensuite, le gouvernement se frotte les mains et bombe le torse en disant: «Vous voyez, nos comptes de fonctionnement affichent un excédent.» Au dernier exercice, cet excédent était de 11 milliards de dollars. Ce que beaucoup de gens ignorent, c'est que le gouvernement a encaissé 12 milliards de dollars de plus qu'il n'a dépensé pour son fonctionnement au cours de l'année. Cependant, à cause de la politique des taux d'intérêt élevés que ce gouvernement, ce lutteur sumo, a appliquée délibéré-

ment pour envoyer l'inflation au tapis et pour la ramener à 1,7 p. 100, le malade est dans le coma.

Une voix: Ils sont un million et demi de chômeurs.

M. Rodriguez: Quel en a été le prix? Nous l'avons dit à M. Crow. Il se prenait pour le Christ. Il a comparu devant le comité et nous lui avons demandé: «Votre conscience ne vous gêne-t-elle pas? Comment pouvez-vous dormir la nuit en sachant que vous avez terrassé l'inflation, mais que ce faisant, vous avez porté le nombre de chômeurs à 1,5 million?»

Étant donné les coupes faites dans le régime d'assurance-chômage, où croyez-vous que les chômeurs se retrouvent, maintenant? Parmi les prestataires de l'assistance sociale. . .

Des voix: Financée par les provinces.

M. Rodriguez: Parfaitement. Merci de me le rappeler, mon ami. Financée par les provinces. Et que fait le gouvernement? Cette bande de sans-cœur. . .

Une voix: Sans âme.

M. Rodriguez: . . . sans âme. Ce gouvernement cruel, sans cœur et sans âme tourne le dos aux victimes en les rendant responsables des difficultés qu'il éprouve alors qu'il est le seul en cause. Ce désastre est l'oeuvre exclusive des tories. Voilà d'où tout cela nous vient. Et voilà que les conservateurs disent à Bob Rae qu'il dépense trop.

Au Canada, deux millions de personnes vivent des secours de l'État, de l'aide sociale. Deux millions! Il y a deux millions de nécessiteux, et les conservateurs disent que les gouvernements provinciaux dépensent trop. Qu'ils dépensent trop!

Je voudrais mettre les choses dans leur juste perspective. Mon bon ami du nord de l'Ontario est là, à ma droite, mais il faut quand même que je le dise. Si le gouvernement tient vraiment à blâmer le gouvernement de l'Ontario, qu'il me dise donc qui nous a embourbés dans des histoires comme celle du SkyDome? Moi, je m'en souviens. J'étais d'avis que toute cette entreprise devait être financée par le secteur privé, mais Bill Davis, qui siégeait au conseil d'administration, et Howard Starkmen et toute cette fine équipe tenaient à leur Dome.

Et qui allait finalement le construire et le payer, ce Dome? Les contribuables de l'Ontario. L'Ontario se retrouve maintenant avec le SkyDome, cette réalisation coûteuse, et elle est en train de se soustraire à l'accord qu'elle venait de signer pour acheter celui-ci.

Qui nous a fait acheter des actions Suncor qui aujourd'hui ne valent pas un clou? C'est Billy Davis le premier ministre conservateur. Nous ne pouvons même